

Une lanceuse d'alerte, Nathassa Razafiarisoa, incarcérée dans le cadre d'un conflit foncier

RFI – 15/12/2023

Une lanceuse d'alerte a été incarcérée ce vendredi 15 décembre à la prison d'Antalaha dans le nord du pays. Nathassa Razafiarisoa, présidente d'une association de défense des droits humains de la région Sava conseillait les habitants d'un quartier de Sambava qui ont porté plainte, après la destruction de leur maison. Un cas emblématique des conflits fonciers et de la répression des lanceurs d'alerte sur la Grande Île.

Publié le : 15/12/2023 - 21:21

2 mn



Une lanceuse d'alerte a été incarcérée ce vendredi à la prison d'Antalaha dans le nord du pays (image d'illustration) Getty Images/iStockphoto - Alex Potemkin

Par : [RFI Suivre](#)

C'est un quartier très modeste près d'un bras de mer, à Sambava. Les habitants de Marotsiazo ont pris possession d'un lot en 2010 et payé des impôts fonciers. Mais, en 2017, un particulier réclame tout le terrain, soit 23 hectares. La justice donne raison à l'homme d'affaires, en première instance, en appel et finalement en cassation l'an dernier.

Depuis quelques semaines, des maisons sont détruites sans préavis. Les habitants ont porté plainte, mais ce sont eux qui sont tour à tour incarcérés sur les plaintes de la partie adverse, celle du nouveau propriétaire. La lanceuse d'alerte Nathassa Razafiarisoa, qui tente de défendre ses voisins, et qui avait déjà été déferée au tribunal d'Antalaha le mois dernier, vient d'être placée en mandat de dépôt ce vendredi, après une deuxième garde à vue en moins de deux mois.

Les litiges fonciers sont nombreux à Madagascar. Le problème, estime Mamy Rakotondrainibe, présidente du Collectif pour la défense des terres malgaches, vient de la difficulté d'obtenir un titre légal de propriété. « *Pour avoir un titre foncier, il y a vingt étapes, il y a beaucoup de corruption, donc il faut payer beaucoup plus que ce qui est (dû) donc beaucoup de gens n'ont pas de titre foncier.* ».

Les autorités doivent agir, insiste Mamy Rakotondrainibe au micro de **Claire Fages** de la rédaction Afrique, pour résoudre ce type de conflit, « *ils ne vont quand même pas arrêter tout le monde !* ». De nombreux autres conflits fonciers seraient en germe à Sambava, souligne-t-elle. Par ailleurs, les représentants des Nations unies sur place notent que beaucoup de lanceurs d'alerte et de défenseurs des droits humains sont ciblés en ce moment sur la Grande Île.

Source : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20231215-madagascar-une-lanceuse-d-alerte-incarc%C3%A9e-dans-le-cadre-d-un-conflit-foncier>